Des « démocraties » et des élections

Cela fait trois semaines que le second tour des présidentielles a eu lieu au Pérou et le gagnant n’a pas encore été proclamé et pendant cette période de temps, toute la pourriture des démocraties électorales sort à la surface doucement mais implacablement.

La droite de Lima, où se concentre le pouvoir financier, médiatique et, jusqu'à présent, politique, met tout en œuvre pour empêcher que le professeur Pedro Castillo, qui a remporté l'épreuve avec plus de 40 000 voix devant Keiko Fujimori, soit déclaré prochain chef de Etat.

Telle une sorte de Trump andin, la fille de l'ancien dictateur Alberto Fujimori a présenté tous les recours qui lui sont venues à l'esprit, sans preuve ni fondement, et une fois cette ruse épuisée, elle demande désormais simplement l'annulation des élections qu'elle a manifestement perdues.

En effet, les observateurs internationaux, y compris l'Organisation des États Américains, la peu fiable l'OEA, ont qualifié ces élections de légales, mais les résultats des élections continuent à être mis en cause et les autorités s'y conforment.

La longue attente, ainsi que les preuves récentes publiées dans le pays, font sentir quelque chose de très mauvais au sein du jury national des élections, JNE.

En effet, des enregistrements d'appels passés depuis la prison par Vladimiro Montesinos, le macabre chef du renseignement sous l'administration Fujimori, ont été révélés, incitant à soudoyer les trois magistrats de la commission chargée de certifier les résultats des élections.

Il est frappant de constater que l'un des magistrats de la JNE, Luis Arce, a étonnamment démissionné de son poste provoquant l'arrêt des activités de l'entité pendant quelques jours, jusqu'à la désignation d'un remplaçant samedi dernier.

Après avoir déclenché le scandale, Keiko Fujimori a tenté de prendre ses distances de Montesinos, mais continue à trouver tous les obstacles possibles afin d'éviter un résultat défavorable à ses intérêts.

Elle a de bonnes raisons à cela, car si elle ne parvient pas à conserver la présidence, elle devra comparaître devant la justice pour blanchiment d'argent et pourrait purger 30 ans de prison.

Entre-temps, Castillo a gagné en popularité à l'intérieur et à l'extérieur du Pérou. Un récent sondage indique que le professeur de Cajamarca compte sur 45% de sympathie dans le pays, contre 30% pour son rival, un écart beaucoup plus marqué que ce que les sondages ont montré il y a trois semaines.

Nul doute qu'une solution s'impose d'urgence dans le plus bref délai, dans un

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/262146-des-democraties-et-des-elections

Radio Habana Cuba